

Sondage : les Français peu confiants dans l'Europe

Alors que notre pays prend mardi la présidence de l'Union, les Français doutent plus que d'autres des bienfaits de la construction européenne, selon un sondage BVA.

Pour un Français sur trois, l'Europe est une source de crainte. Parmi les Vingt-Sept, nous sommes l'un des peuples les plus inquiets. À en croire l'Eurobaromètre de printemps, même les Irlandais, un mois avant de dire « non » au traité de Lisbonne, étaient 65 % à avoir une image positive de l'Union. Nous ne sommes que 30 % à y puiser de l'espoir, soit moitié moins qu'il y a cinq ans (61 %). Le sentiment des Français à l'égard de la construction européenne s'est considérablement dégradé.

Au moment où notre pays prend la présidence de l'Europe, les résultats de notre sondage sont « politiquement dévastateurs », selon Jérôme de Sainte-Marie, consultant de BVA opinion.

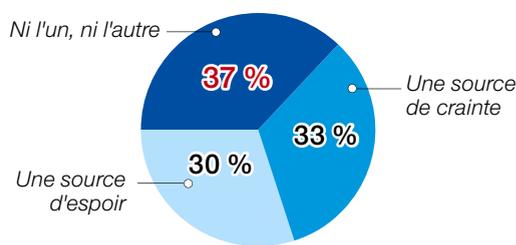
Il semble que la perception des effets de la mondialisation sur la situation personnelle des personnes interrogées soit un critère fort de différenciation. Ainsi, 13 % seulement des ouvriers voient une chance dans la construction européenne, contre 49 % des cadres supérieurs.

« Image brouillée »

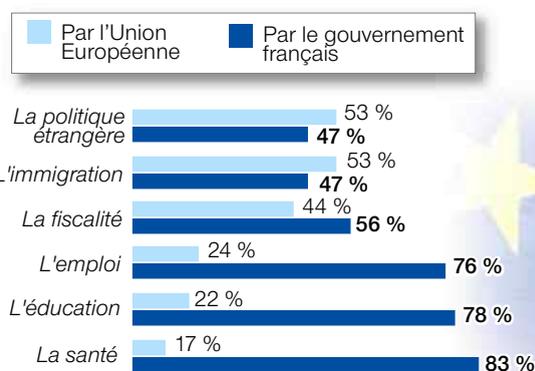
Très clairement, on attend de la présidence française qu'elle privilégie la protection, celle de l'environnement et celle des consommateurs (43 % pour les deux thèmes, 66 % à gauche). Le climat est aussi l'une des priorités fixées par Paris. Mais les Français ne se soucient guère des autres, comme la politique agricole commune (3 %) ou l'Europe de la défense (2 %). L'Europe est plus considérée comme « un bouclier » que comme « une ambition », constate Jérôme de Sainte-Marie.

Il est donc logique que l'Union paraisse bien placée pour résoudre les problèmes liés à la hausse des prix alimentaires

La construction européenne constitue-t-elle pour vous une source d'espoir ou une source de crainte ?

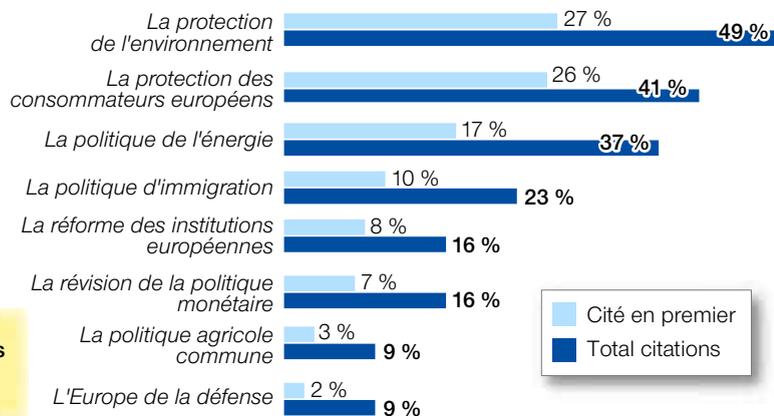


Vous, personnellement, préféreriez-vous à l'avenir que les grandes décisions pour chacun des domaines suivants soient prises par l'Union européenne ou le gouvernement français ?



Source : BVA opinion

Parmi les domaines suivants, quels sont les deux, selon vous, que la France doit mettre au centre de son action au cours de sa présidence de l'Union européenne ?



Pensez-vous que l'Union européenne soit bien placée pour résoudre les crises internationales suivantes ?



Sondage BVA pour Toute l'Europe, Orange et Ouest-France, réalisé du 18 au 24 juin auprès d'un échantillon 996 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

(63 %) et, dans une moindre mesure, de l'énergie (47 %). Mais peu pertinente pour trouver des solutions aux conflits du Proche-Orient ou à la crise entre la Chine et le Tibet.

Cela n'empêche pas les Français de considérer que la politique étrangère (53 %) devrait être plutôt de compétence européenne. Mais ils sont très attachés à ce que la santé, l'éducation, l'emploi, la fiscalité restent entre les mains du gouvernement français. Le thème de l'immigration oppose les ouvriers, partisans à 73 % d'une gestion nationale du problème, aux cadres qui, à 63 %, estiment préférable une gestion européenne.

La victoire du « non » en Irlande est perçue comme une nouvelle

plus mauvaise pour la présidence française que pour l'Europe elle-même. Les sondés relativisent l'importance d'un processus institutionnel qu'ils comprennent mal. Voilà sans doute pourquoi quatre Français sur dix se disent prêts à abandonner le traité de Lisbonne, dont la moitié des sympathisants socialistes. Un petit 14 % souhaite que l'on fasse revoter les

Irlandais. De cette « image brouillée », révélatrice du « vent de pessimisme levé par le vote irlandais », Jérôme de Sainte-Marie tire la conclusion qu'un « discours redonnant un sens clair » à la construction européenne s'impose d'urgence « à l'orée de la présidence française ».

Joseph LIMAGNE.

Éditorial

par Jeanne Emmanuelle HUTIN.

L'Europe, notre avenir

Les jeunes ne s'y trompent pas. L'Europe, c'est notre avenir. Et cela malgré l'état général de l'opinion publique (voir ci-dessus). En effet, ce sondage montre que les jeunes, de 18 à 24 ans, sont nettement en tête pour considérer la construction européenne, comme une source d'espoir : 38,6 %. De 25 à 49 ans, ils ne sont plus que 24,4 % ! Ce décalage net montre bien que quelque chose de nouveau est en train de naître dans l'opinion des jeunes générations. Il démontre aussi que l'Europe est un projet d'avenir qu'il faut expliquer inlassablement.

Pourquoi 43,6 % des ouvriers perçoivent-ils la construction européenne comme une source de crainte ? Pourquoi plus d'un tiers

des employés, des inactifs et des retraités la redoutent-ils ? Ces craintes ne manifestent-elles pas leur incompréhension ? Les Français, à qui l'on ne cesse de répéter que la France est une grande puissance, sont-ils assez conscients des évolutions récentes ?

Le rôle de l'éducation avant le brevet des collèges est essentiel, surtout pour ceux qui quittent l'enseignement général tôt. Car si, à ce moment là, ils n'ont pas les clés pour comprendre l'évolution du monde, y situer la France et l'Europe, où donc les trouveront-ils ? Si rien n'est fait dans ce sens, les propagandes politiciennes et les vendeurs de peur auront de beaux jours devant eux !

Les institutions européennes devraient s'interroger sur leur manière de communiquer vers le grand public. Ceux qui ont une solide formation, trouvent les informations qu'ils recherchent. Mais il faut aussi penser à tous les autres. Et, pour ceux-là, ne pas négliger les actions menées au plus près des gens, dans leurs communes, leurs écoles, leurs quartiers. Le travail de terrain est actuellement laissé au bon vouloir des communes, départements et autres collectivités territoriales. Or, ils ne considèrent pas l'Europe comme une priorité, car les élections se jouent sur d'autres sujets ! Il faut investir sans attendre dans la formation des citoyens pour que demain, ils se sentent Européens.

Si les actions de proximité étaient dignement soutenues et la citoyenneté européenne enseignée avant le brevet, alors les Français retrouveraient confiance. Surtout, ils découvrirait le vrai visage de l'Europe, celui de l'amitié entre nos peuples.

Les jeunes en témoignent encore. Ce soir, après 1800 km à vélo, cinq étudiants Lillois arrivent à Olympie, berceau de la Démocratie. Ils manifestent la solidarité de milliers de citoyens ayant participé à l'opération « un arbre pour la Grèce » : 5500 arbres seront plantés sur les collines dévastées, l'été dernier, par un terrible incendie. Cette fraternité, que les Européens expriment dès qu'ils en ont l'occasion, n'est-elle pas le cœur de l'Europe ?